

1^{ère} EDITION DU FORUM REGIONAL DE L'EAU DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (FREA O)

« Valorisons l'eau pour transformer l'Afrique de l'Ouest »

COOPERATION REGIONALE ET HYDRO-DIPLOMATIE

RAPPORT GTR4

Mai 2026

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	iv
INTRODUCTION	1
1 CONTEXTE REGIONAL	1
1.1 Pressions démographiques et économiques sur les ressources hydriques	1
1.2 Changement climatique et transformation des régimes hydrologiques	1
2 CONTEXTE REGIONAL DE LA SECURITE HYDRIQUE	2
2.1 Pression démographique et transition hydrique	2
2.2 Variabilité climatique et incertitude hydrologique	2
2.3 Dynamiques hydrologiques en Afrique de l'Ouest	2
2.4 Bassins transfrontaliers majeurs en Afrique de l'Ouest	3
2.5 Performance régionale de la coopération hydrique	3
2.6 Aquifères transfrontaliers	3
3 DYNAMIQUES HISTORIQUES ET ACTUELLES DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU EN AFRIQUE DE L'OUEST	4
3.1 Évolution récente de la gouvernance hydrique (1990–2025)	4
3.2 Transition vers de nouveaux enjeux hydro-politiques	4
3.3 Architecture régionale de la gouvernance de l'eau en Afrique de l'Ouest	5
4 DEFIS ET CONTRAINTES DE LA COOPERATION HYDRIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST	5
4.1 Pressions croissantes sur les ressources hydriques	5
4.2 Impacts du changement climatique sur les systèmes hydrologiques	6
4.3 Capacités institutionnelles et financières limitées	6
4.4 Asymétries informationnelles et confiance diplomatique	6
4.5 Pollution de l'eau et dégradation des écosystèmes	6
5 RESSOURCES HYDRIQUES ET DYNAMIQUES DE SECURITE	7
5.1 Interdépendances Hydriques et Coopération Transfrontalière	7
5.2 Alignement avec les Cadres Stratégiques Internationaux	7
5.3 Pression démographique et transition hydrique	8
5.4 Variabilité climatique et incertitude hydrologique	8
5.5 Transformation des infrastructures hydrauliques	9
6 DYNAMIQUES DE COOPERATION ET D'HYDRODIPLOMATIE EN AFRIQUE DE L'OUEST	10
6.1 L'eau au cœur des dynamiques climatiques et sécuritaires	10
6.2 Dynamiques de coopération autour des eaux transfrontalières	10
6.3 Hydro-diplomatie, levier de la coopération et de la prévention des tensions hydro-politiques	11
7 VISION STRATEGIQUE 2050 POUR L'HYDRO-DIPLOMATIE ET LA SECURITE HYDRIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST	11
7.1 Hydro-diplomatie, vecteur de la coopération régionale en Afrique de l'Ouest	11
7.2 Tendances structurantes à l'horizon 2050	12
7.2.1 Croissance démographique et urbanisation	12
7.2.2 Intensification de la demande agricole	12
7.2.3 Variabilité climatique accrue	12
7.3 Solutions à la gouvernance hydrique : Une gouvernance adaptative fondée sur la science	12
7.3.1 Intégrer l'incertitude comme variable centrale	12
7.3.2 Diplomatie des données et transparence régionale	12
7.3.3 Renforcer le rôle stratégique des organisations de bassins	12
7.3.4 Harmonisation juridique et cohérence régionale	12
7.4 Scénarios prospectifs pour la sécurité hydrique régionale en Afrique de l'Ouest	12
7.4.1 Scénario 1 : Coopération renforcée dans la GIRE	12
7.4.2 Scénario 2 : Gestion fragmentée et pressions accrues	13
7.4.3 Scénario 3 : Crises hydriques et instabilité	13
8 HYDRO-DIPLOMATIE AFRO-CENTREE (HDAC)	13
9 FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE POUR L'HYDRO-DIPLOMATIE AFRO-CENTREE	14
10 RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES POUR LA GOUVERNANCE DE L'EAU	14
11 INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES POUR LA SECURITE HYDRIQUE	15
11.1 Mécanismes de financement de la sécurité hydrique	15
11.1.1 Financements publics nationaux	15
11.1.2 Financements des institutions financières internationales	15
11.1.3 Financements climatiques	16

11.1.4	Partenariats public-privé	16
12	CONCLUSION	16
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	18
	ANNEXES	19
	Annexe 1 : Composition et fonctionnement GTR 4	19
	Annexe 2 : Proposition de panel de discussion	20

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'Afrique de l'Ouest connaît actuellement une transformation profonde de ses systèmes hydrologiques sous l'effet combiné de la croissance démographique, du changement climatique et de l'intensification des usages des ressources naturelles. La population de la région devrait largement dépasser 500 millions d'habitants à l'horizon 2050, entraînant une augmentation significative de la demande en eau pour l'agriculture, l'énergie, l'industrie et les usages domestiques.

La majorité des grands systèmes hydrologiques de la région traverse plusieurs frontières nationales. Cette interdépendance hydrique confère à la gestion de l'eau une dimension géopolitique et diplomatique majeure. Les bassins transfrontaliers constituent à la fois des espaces de coopération et, dans certains contextes, des zones potentielles de tensions liées à l'accès aux ressources.

Parallèlement, la dégradation de la qualité de l'eau constitue un défi sanitaire croissant. Les rejets d'eaux usées urbaines, les effluents industriels et les pollutions agricoles contribuent à la contamination des ressources hydriques et à la propagation de maladies hydriques. Dans ce contexte, l'hydro-diplomatie apparaît comme un levier stratégique pour renforcer la coopération régionale, prévenir les tensions liées aux ressources naturelles et promouvoir une gestion durable des bassins transfrontaliers.

Ce rapport examine les dynamiques hydrologiques et institutionnelles de la région, analyse les interactions entre l'eau, le climat, la sécurité et la paix ; et enfin il propose une vision stratégique pour renforcer la gouvernance régionale de l'eau en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2050 et au-delà.

INTRODUCTION

L'Afrique de l'Ouest se trouve à un moment charnière de son histoire hydro-politique. Les acquis institutionnels des décennies précédentes constituent une base solide, mais ils doivent être consolidés et adaptés à un environnement d'incertitude croissante. Les défis actuels ne sont pas des obstacles isolés ; ils forment un système de contraintes interconnectées. La réponse ne peut donc être fragmentée. Elle doit être systémique, intégrée et orientée vers la résilience. La capacité de la région à transformer ces contraintes en opportunités dépendra de son aptitude à renforcer les quatre piliers suivants : (i) la diplomatie hydrique permanente, (ii) la production de connaissances scientifiques régionales, (iii) l'inclusion des communautés locales et (iv) l'innovation institutionnelle et financière.

Le présent rapport s'inscrit dans une démarche de réflexion stratégique visant à approfondir la compréhension des dynamiques contemporaines de coopération régionale autour des ressources en eau en Afrique de l'Ouest et à proposer des orientations susceptibles de renforcer les mécanismes d'hydro-diplomatie dans un contexte régional en mutation rapide. Il répond à une double exigence : d'une part, consolider l'analyse scientifique des transformations hydro-politiques en cours ; d'autre part, fournir des éléments d'aide à la décision adaptés aux besoins des institutions régionales, des administrations sectorielles et des acteurs de coopération impliqués dans la gouvernance de l'eau.

1 CONTEXTE REGIONAL

1.1 Pressions démographiques et économiques sur les ressources hydriques

La croissance démographique constitue l'un des principaux moteurs de la pression sur les ressources en eau en Afrique de l'Ouest. La population régionale, estimée à environ 420 millions d'habitants en 2023, pourrait atteindre près de 800 millions d'habitants d'ici 2050 (United Nations DESA, 2022). Cette évolution entraîne une augmentation exponentielle de la demande en eau pour (i) l'agriculture irriguée, (ii) l'approvisionnement en eau potable, (iii) la production énergétique et (iv) l'industrialisation et l'urbanisation

L'agriculture représente actuellement 70 à 85 % de la consommation totale d'eau dans la région (FAO AQUASTAT, 2021). Cette forte dépendance au secteur agricole rend la sécurité hydrique directement liée à la sécurité alimentaire régionale.

Tableau 1 : Évolution de la Demande en Eau en Afrique de l'Ouest

Secteur	Part actuelle de consommation d'eau	Projection 2050
Agriculture	70–85 %	Forte augmentation
Eau potable et urbaine	10–15 %	Très forte augmentation
Industrie et énergie	5–10 %	Augmentation modérée
Écosystèmes	Faible protection actuelle	Besoin croissant

Sources: FAO AQUASTAT (2021), World Bank (2022)

1.2 Changement climatique et transformation des régimes hydrologiques

Les effets du changement climatique modifient progressivement les régimes hydrologiques régionaux. L'augmentation de la variabilité pluviométrique, la multiplication des sécheresses prolongées et l'intensification des inondations extrêmes accroissent l'incertitude hydrologique et fragilisent les systèmes de production agricole et énergétique. Ces transformations amplifient les risques de tensions socio-économiques et renforcent la nécessité d'une gouvernance concertée et anticipative des ressources hydriques. Le changement climatique constitue ainsi un facteur de transformation majeur des équilibres hydriques régionaux. Les projections climatiques indiquent : (i) une augmentation de la variabilité interannuelle des précipitations, (ii) une intensification des sécheresses prolongées et (iii) une multiplication des inondations extrêmes.

2 CONTEXTE REGIONAL DE LA SECURITE HYDRIQUE

2.1 Pression démographique et transition hydrique

La région ouest-africaine connaît l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde. Selon les projections des Nations Unies, la population pourrait doubler d'ici 2050 (UN DESA, 2022). Cette dynamique entraîne une augmentation significative : (i) de la demande alimentaire, (ii) des surfaces irriguées, (iii) des besoins en eau potable urbaine, et (iii) de la consommation énergétique.

2.2 Variabilité climatique et incertitude hydrologique

Le changement climatique modifie les régimes pluviométriques et hydrologiques de manière significative. Les projections du GIEC (IPCC, 2022) indiquent une augmentation de la fréquence des sécheresses dans les zones sahéniennes, une intensification des événements pluvieux extrêmes et une variabilité interannuelle accrue des débits fluviaux.

Cette incertitude hydrologique complique la planification des infrastructures multi-usages (barrages, irrigation, hydroélectricité). Elle renforce également la nécessité de systèmes régionaux de partage de données et de mécanismes coordonnés de gestion des crises hydriques. Les dynamiques actuelles confirment l'importance croissante d'un nexus eau-climat-sécurité. La raréfaction relative des ressources hydriques agit comme multiplicateur de risques dans les zones vulnérables comme le Sahel (Hoff, 2011 ; IPCC, 2022). Les impacts incluent l'exacerbation des conflits agro-pastoraux, la pression sur les moyens de subsistance ruraux, les migrations environnementales et la fragilisation des économies locales.

2.3 Dynamiques hydrologiques en Afrique de l'Ouest

Les systèmes hydrologiques ouest-africains sont fortement influencés par les dynamiques climatiques régionales, notamment par la variabilité de la mousson ouest-africaine. La distribution spatiale et temporelle des précipitations varie fortement entre les zones sahéniennes, soudaniennes et guinéennes. Cette variabilité influence directement les débits des fleuves et la recharge des nappes souterraines.

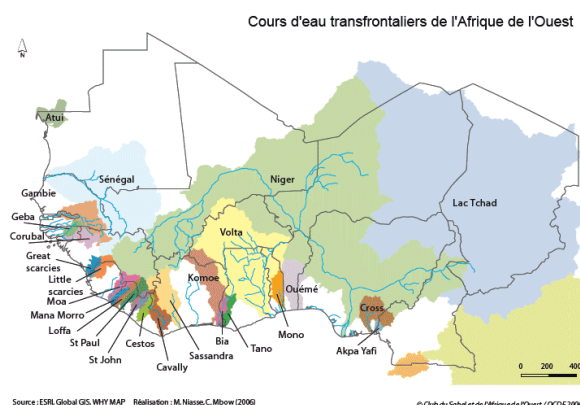


Figure 1 : Cours d'eau transfrontalier d'Afrique de l'Ouest

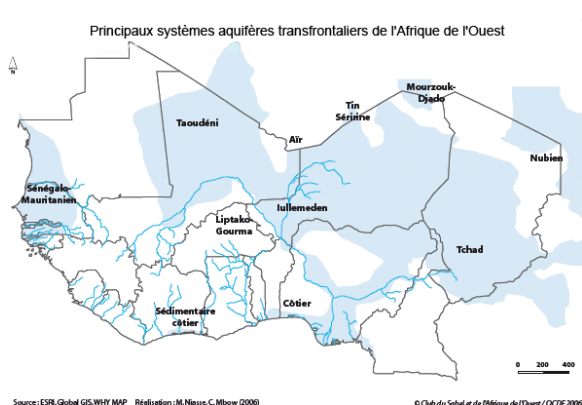


Figure 2 : Système aquifères transfrontalier d'Afrique de l'Ouest

Au cours des dernières décennies, la région a connu plusieurs périodes de sécheresse prolongée, notamment dans les années 1970 et 1980, qui ont profondément modifié les régimes hydrologiques et affecté les moyens de subsistance des populations rurales. Par ailleurs, les changements d'occupation des sols, notamment la déforestation et l'expansion agricole, ont contribué à modifier les dynamiques hydrologiques locales en augmentant l'érosion des sols et la sédimentation des cours d'eau. La gestion durable des ressources hydriques nécessite donc une compréhension approfondie des interactions entre le climat, l'hydrologie, activités humaines, et les dynamiques écologiques.

2.4 Bassins transfrontaliers majeurs en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est structurée autour de plusieurs grands bassins fluviaux transfrontaliers qui jouent un rôle déterminant dans la stabilité et le développement de la région. Les principaux systèmes hydrologiques comprennent : le bassin du Niger, le bassin du Sénégal, le bassin du fleuve Gambie, le bassin de la Volta et le système du Lac Tchad. Ces bassins soutiennent des activités économiques essentielles, notamment l'agriculture irriguée, la pêche, la production hydroélectrique et le transport fluvial.

Le bassin du Niger constitue l'un des plus vastes systèmes fluviaux du continent africain. Il traverse neuf pays et soutient les moyens de subsistance de plus de 130 millions de personnes. **Le bassin du Sénégal** représente un exemple historique de coopération hydrique réussie, notamment grâce aux infrastructures hydroélectriques et aux systèmes d'irrigation développés dans le cadre des programmes régionaux. **Le bassin de la Volta** joue un rôle stratégique pour la production énergétique en Afrique de l'Ouest, notamment à travers les barrages hydroélectriques. **Le bassin du Mano** représente un espace particulièrement sensible où se combinent pollution hydrique, fragilité forestière et enjeux de sécurité environnementale régionale. Quant au **bassin du Lac Tchad**, il constitue un système hydrologique particulièrement fragile, fortement affecté par les variations climatiques et les pressions anthropiques.

2.5 Performance régionale de la coopération hydrique

Elle constitue aujourd'hui l'un des indicateurs les plus révélateurs du degré d'intégration institutionnelle atteint par la région dans la gestion de ses ressources naturelles stratégiques. L'Afrique de l'Ouest présente à cet égard des acquis institutionnels remarquables à l'échelle du continent africain. Des organisations telles que l'OMVS, l'OMVG, l'ABN, l'ABV, l'ABM ou encore la CBLT, illustrent une capacité régionale réelle à construire des mécanismes durables de dialogue, de planification commune et de partage des bénéfices. Ces institutions ont permis de développer des ouvrages structurants, de coordonner les usages de l'eau, de limiter les tensions amont-aval et de créer des cadres de concertation réguliers entre États riverains. L'exemple de Manantali Dam demeure emblématique. Plusieurs bassins disposent encore de capacités techniques limitées, de financements insuffisants et de systèmes de données hydrologiques incomplets, ce qui réduit la qualité de la planification régionale.

De plus, les nouveaux enjeux (qualité des eaux, pollution minière, pressions urbaines, variabilité climatique, intégration des aquifères transfrontaliers) ne sont pas encore pleinement incorporés dans les mécanismes existants. La performance future de la coopération hydrique ouest-africaine dépendra donc de la capacité de la région à faire évoluer ses institutions vers une gouvernance plus scientifique, plus préventive et plus intégrée, capable de relier infrastructures, données, diplomatie régionale et sécurité hydrique dans une perspective de long terme.

2.6 Aquifères transfrontaliers

Ils constituent aujourd'hui l'un des enjeux les plus stratégiques mais encore insuffisamment intégrés dans les politiques de coopération hydrique en Afrique de l'Ouest. Alors que les grands bassins fluviaux ont historiquement structuré l'essentiel des mécanismes institutionnels régionaux, les eaux souterraines partagées demeurent relativement en marge des dispositifs de gouvernance, malgré leur rôle croissant dans la sécurité hydrique future de la région. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les aquifères représentent, dans de nombreuses zones sahéliennes et semi-arides, la principale réserve mobilisable en période de sécheresse, assurant la continuité de l'alimentation en eau potable, le soutien aux activités agricoles, les usages pastoraux et la résilience des économies rurales face aux irrégularités climatiques.

Parmi les systèmes les plus stratégiques figure le **Système aquifère sénégal-mauritanien**, partagé entre le Sénégal et la Mauritanie, qui joue un rôle déterminant pour l'alimentation des zones sahéliennes de la vallée du Sénégal River, pour les usages agricoles irrigués et pour la sécurisation des approvisionnements urbains. Plus vaste encore, le système **Iullemeden-Taoudéni-Tanezrouft** constitue l'un des plus grands ensembles aquifères d'Afrique, couvrant plusieurs pays sahéliens tels que le Mali, le Niger, le Nigeria et le Burkina Faso. Sa valeur stratégique est considérable car il soutient durablement les zones les plus exposées aux déficits pluviométriques et devient un facteur majeur d'adaptation climatique à long terme. Pourtant, malgré cette importance, les mécanismes institutionnels de coopération sur les eaux souterraines restent beaucoup moins structurés que pour les eaux de surface : insuffisance de données hydro-géologiques harmonisées, faiblesse des dispositifs de suivi des prélèvements, absence de cadres juridiques robustes et faible intégration des aquifères dans les agendas régionaux.

3 DYNAMIQUES HISTORIQUES ET ACTUELLES DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU EN AFRIQUE DE L'OUEST

La gouvernance des ressources en eau en Afrique de l'Ouest s'est progressivement construite au cours des six dernières décennies dans un contexte marqué par les indépendances nationales, la consolidation des États et la nécessité de gérer de manière concertée des ressources hydriques largement transfrontalières. Les principaux fleuves de la région, notamment les systèmes du Niger, du Sénégal, de la Volta et du Lac Tchad, traversent plusieurs territoires nationaux et constituent des infrastructures naturelles vitales pour le développement économique et social de la région.

Dès les années 1960, les États ouest-africains ont reconnu que la gestion durable de ces ressources hydriques nécessitait une coopération institutionnelle structurée. Cette prise de conscience a conduit à la création progressive d'organisations de bassin chargées de coordonner les politiques de gestion de l'eau, de planifier les infrastructures hydrauliques et de promouvoir une utilisation équitable des ressources partagées. Au fil du temps, ces organisations ont permis de jeter les bases d'une architecture régionale de gouvernance hydrique reposant sur plusieurs principes fondamentaux : la coopération interétatique, la gestion intégrée des ressources en eau, la solidarité régionale et le partage équitable des bénéfices liés à l'exploitation des bassins.

Tableau 6 : Principales Organisations de Bassins en Afrique de l'Ouest

Organisation	Bassin	États Membres	Contribution Stratégique
OMVS	Fleuve Sénégal	4 États	Modèle de partage des bénéfices
ABN	Fleuve Niger	9 États	Planification concertée
ABM	Fleuve Mono	2 États	Planification concertée
ABV	Bassin Volta	6 États	Diplomatie technique
OMVG	Fleuve Gambie	4 États	Développement énergétique
CBLT	Lac Tchad	5 États	Stabilisation sécuritaire

Ces institutions jouent un rôle déterminant dans la coordination des politiques hydriques régionales et dans la mise en œuvre de projets structurants à l'échelle des bassins transfrontaliers. Leurs interventions couvrent plusieurs domaines stratégiques de la planification et la gestion des infrastructures hydroélectriques, du développement de l'agriculture irriguée, de la régulation des crues et la prévention des sécheresses, de la gestion des écosystèmes aquatiques et de la production et le partage de données hydrologiques.

3.1 Évolution récente de la gouvernance hydrique (1990–2025)

Depuis les années 1990, la gouvernance régionale de l'eau en Afrique de l'Ouest a connu plusieurs évolutions importantes. L'adoption progressive du paradigme de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) a conduit à une approche plus systémique de la gestion hydrique, intégrant les dimensions environnementales, sociales et économiques. Parallèlement, la montée des préoccupations liées au changement climatique a conduit les institutions régionales à intégrer davantage les enjeux d'adaptation climatique dans les stratégies de gestion des bassins. Les organisations de bassin ont également renforcé leurs mécanismes de coopération technique à travers des systèmes régionaux d'information hydrologique, des programmes de surveillance environnementale et des projets régionaux d'infrastructures hydrauliques.

3.2 Transition vers de nouveaux enjeux hydro-politiques

Les transformations hydrologiques, climatiques et socio-économiques actuellement à l'œuvre dans la région placent la gouvernance de l'eau au cœur des enjeux de développement et de stabilité régionale. La croissance démographique rapide, l'urbanisation accélérée et l'intensification des activités agricoles exercent une pression croissante sur les ressources hydriques. Parallèlement, le changement climatique modifie les régimes hydrologiques et accentue la variabilité des précipitations.

Dans ce contexte, les interactions entre l'eau, le climat et la sécurité deviennent de plus en plus déterminantes pour la stabilité et la résilience des sociétés ouest-africaines. Ces dynamiques soulignent l'importance croissante

du nexus Eau–Climat–Sécurité, qui constitue aujourd’hui l’un des cadres analytiques les plus pertinents pour comprendre les enjeux contemporains de la gouvernance hydrique dans la région

3.3 Architecture régionale de la gouvernance de l’eau en Afrique de l’Ouest

La gouvernance des ressources en eau en Afrique de l’Ouest s’inscrit dans une architecture institutionnelle multiniveau conçue pour répondre à la complexité des systèmes hydrologiques régionaux et à la multiplicité des usages de l’eau. La plupart des grands bassins fluviaux de la région étant transfrontaliers, leur gestion nécessite une coordination étroite entre les acteurs locaux, les institutions nationales et les mécanismes régionaux de coopération.

Cette architecture repose sur une approche hiérarchisée et complémentaire qui articule quatre niveaux principaux de gouvernance : (i) le niveau local ou communautaire, (ii) le niveau national, (iii) le niveau des bassins transfrontaliers et (iv) le niveau régional. Cette organisation permet d’assurer une cohérence entre les dynamiques locales de gestion des ressources naturelles et les mécanismes de coopération interétatique nécessaires à la gestion des bassins partagés. L’ensemble de ce dispositif s’inscrit dans les principes de la GIRE, qui vise à promouvoir une gestion coordonnée de l’eau, des terres et des écosystèmes afin d’optimiser les bénéfices socio-économiques tout en préservant la durabilité environnementale.

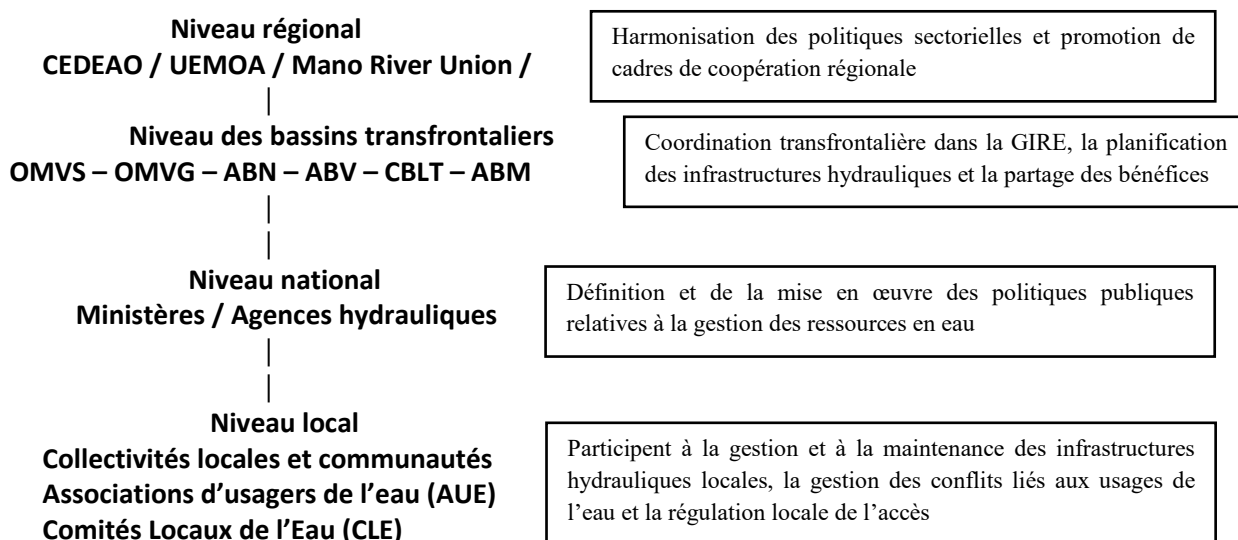


Figure 3 : Schéma conceptuel de l’architecture de gouvernance hydrique

Ce modèle de gouvernance multiniveau permet d’assurer une interaction permanente entre les décisions stratégiques prises à l’échelle régionale et les pratiques de gestion de l’eau à l’échelle locale.

4 DEFIS ET CONTRAINTES DE LA COOPERATION HYDRIQUE EN AFRIQUE DE L’OUEST

4.1 Pressions croissantes sur les ressources hydriques

L’un des principaux défis auxquels fait face la gouvernance de l’eau en Afrique de l’Ouest réside dans l’augmentation rapide de la demande en eau. La croissance démographique, l’urbanisation accélérée et l’expansion des activités économiques exercent une pression croissante sur les ressources hydriques disponibles.

Selon plusieurs projections démographiques, la population ouest-africaine pourrait dépasser 500 millions d’habitants d’ici 2050. Cette croissance démographique s’accompagnera d’une augmentation significative de la demande en eau dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l’agriculture irriguée, l’approvisionnement en eau potable des zones urbaines, la production énergétique et les activités industrielles. Dans certaines zones, notamment dans les régions sahéliennes, la disponibilité des ressources hydriques reste limitée et fortement dépendante de la variabilité des précipitations. Cette situation accentue la vulnérabilité des populations rurales et des systèmes agricoles face aux fluctuations climatiques.

4.2 Impacts du changement climatique sur les systèmes hydrologiques

Le changement climatique constitue aujourd'hui l'un des facteurs les plus déterminants dans l'évolution des systèmes hydrologiques ouest-africains. Les projections climatiques indiquent une augmentation de la variabilité des précipitations ainsi qu'une intensification des événements hydrologiques extrêmes. Ces transformations se traduisent notamment par une fréquence accrue des sécheresses dans les zones sahéliennes, une augmentation des épisodes d'inondations dans certaines régions, une modification des régimes de crues des principaux fleuves et une diminution de la recharge des nappes souterraines dans certaines zones.

Ces changements hydrologiques ont des répercussions directes sur les systèmes agricoles, la production énergétique et la sécurité alimentaire. Ils accentuent également les incertitudes liées à la planification des infrastructures hydrauliques et à la gestion des ressources en eau à long terme. Dans ce contexte, l'intégration de l'adaptation climatique dans les politiques de gestion de l'eau apparaît comme une priorité stratégique pour la région.

4.3 Capacités institutionnelles et financières limitées

Bien que l'Afrique de l'Ouest dispose d'un réseau relativement dense d'organisations de bassin, plusieurs de ces institutions restent confrontées à des contraintes importantes en matière de capacités techniques, institutionnelles et financières. Les défis les plus fréquemment identifiés incluent : l'insuffisance des ressources financières pour assurer le fonctionnement durable des institutions, les disparités de capacités techniques entre les États membres, les limites des systèmes régionaux de collecte et de partage des données hydrologiques et les difficultés de coordination entre les politiques nationales et les mécanismes de gouvernance régionale.

4.4 Asymétries informationnelles et confiance diplomatique

La coopération transfrontalière repose en grande partie sur la transparence des données hydrologiques. Or, les capacités techniques et les infrastructures de collecte de données demeurent inégalement réparties entre États riverains.

Selon Wolf et al. (2003), l'absence de partage d'informations constitue un facteur aggravant des tensions hydriques. À l'inverse, la mise en place de systèmes de données partagées contribue à renforcer la confiance et à réduire les incertitudes stratégiques. Dans un contexte de variabilité climatique accrue, l'insuffisance des stations hydrométriques, l'hétérogénéité des méthodes de collecte et l'absence d'interopérabilité numérique limitent la capacité régionale d'anticipation des crises (IPCC, 2022). La diplomatie des données devient ainsi un enjeu fondamental de stabilité.

4.5 Pollution de l'eau et dégradation des écosystèmes

La dégradation progressive de la qualité des ressources hydriques constitue un autre défi majeur pour la gouvernance de l'eau dans la région. Les principales sources de pollution comprennent : les rejets d'eaux usées urbaines non traitées, les effluents industriels, les pollutions agricoles liées aux engrais et aux pesticides et l'accumulation de déchets solides dans les cours d'eau.

Ces pollutions affectent non seulement la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, mais également la santé des écosystèmes aquatiques et la productivité des systèmes de pêche. La gestion de la pollution hydrique nécessite une meilleure coordination entre les politiques de gestion de l'eau, les stratégies d'assainissement urbain et les réglementations environnementales.

Tableau 5 : Principaux défis de la gouvernance de l'eau en Afrique de l'Ouest

Dimension	Défis principaux	Implications pour la coopération régionale
Démographique	Croissance rapide de la population	Augmentation de la demande en eau
Climatique	Variabilité accrue des précipitations	Incertitudes hydrologiques
Institutionnelle	Capacités limitées des organisations de bassin	Coordination régionale complexe
Environnementale	Pollution et dégradation des écosystèmes	Risques sanitaires et écologiques
Sécuritaire	Conflits liés à l'accès aux ressources	Nécessité de renforcer l'hydro-diplomatie

5 RESSOURCES HYDRIQUES ET DYNAMIQUES DE SECURITE

5.1 Interdépendances Hydriques et Coopération Transfrontalière

La nature transfrontalière des bassins fluviaux ouest-africains implique que les décisions nationales en matière de mobilisation de l'eau produisent des effets directs sur les pays voisins. Les barrages, les prélèvements agricoles et les transferts hydriques modifient les régimes de débits, la qualité de l'eau et la dynamique écologique des bassins.

Cependant, cette interdépendance constitue également une opportunité stratégique pour renforcer l'intégration régionale. Les organisations de bassins transfrontaliers jouent un rôle central dans cette dynamique.

Tableau 6 : Principales Organisations de Bassins en Afrique de l'Ouest

Organisation	Bassin	États Membres	Contribution Stratégique
OMVS	Fleuve Sénégal	4 États	Modèle de partage des bénéfices
ABN	Fleuve Niger	9 États	Planification concertée
ABM	Fleuve Mano	2 États	Planification concertée
ABV	Bassin Volta	6 États	Diplomatie technique
OMVG	Fleuve Gambie	4 États	Développement énergétique
CBLT	Lac Tchad	5 États	Stabilisation sécuritaire

Sources : CEDEAO (2020), OMVS (2021), ABN (2022)

5.2 Alignement avec les Cadres Stratégiques Internationaux

La gouvernance hydrique régionale s'inscrit dans un environnement institutionnel multiniveau :

- Politique Régionale de l'Eau de la CEDEAO
- Vision Africaine de l'Eau
- Agenda 2063 de l'Union Africaine
- Objectifs de Développement Durable (ODD 6)

Ces cadres renforcent la légitimité politique et facilitent la mobilisation des financements internationaux pour les projets hydriques transfrontaliers.

Tableau 7 : Synthèse des dynamiques passées de la coopération hydrique ouest-africaine

Dimension d'analyse	Éléments structurants	Implications institutionnelles	Implications stratégiques régionales	Références clés
Institutionnalisation de la coopération	Création d'organisations de bassins transfrontaliers (OBT)	Mise en place de cadres permanents de dialogue interétatique	Stabilisation diplomatique et réduction des risques de conflits hydriques	Wolf et al., 2003
Cadres juridiques régionaux	Adoption de chartes de l'eau et accords interétatiques	Harmonisation progressive des normes de gestion	Renforcement de la sécurité juridique des investissements hydrauliques	Convention ONU, 1997
Partage des bénéfices (Benefit-sharing)	Passage d'une logique volumétrique à une logique économique intégrée	Gestion concertée des infrastructures multi-usages	Interdépendance économique positive et intégration régionale	Sadoff & Grey, 2002
Planification concertée des infrastructures	Coordination des barrages, irrigation et hydroélectricité	Développement d'instances techniques régionales	Optimisation régionale des ressources hydriques	World Bank, 2021
Diplomatie hydrique permanente	Dialogue technique et politique continu	Prévention des crises et médiation anticipative	Consolidation du capital diplomatique régional	Zeitoun & Mirumachi, 2008
Alignement au droit international	Intégration des principes d'utilisation équitable et raisonnable	Légitimation normative des mécanismes régionaux	Conformité aux standards globaux et crédibilité internationale	Convention ONU, 1997

L'examen comparatif des dynamiques passées met en évidence plusieurs tendances structurantes :

1. Passage d'une souveraineté hydrique isolée à une souveraineté coopérative
2. Émergence d'une interdépendance économique structurée
3. Consolidation d'une normativité régionale hybride

Les dynamiques hydriques actuelles en Afrique de l'Ouest quant à elles, sont marquées par une intensification des pressions structurelles sur les ressources en eau, résultant de l'interaction entre facteurs démographiques, climatiques, économiques et sécuritaires.

5.3 Pression démographique et transition hydrique

La région ouest-africaine connaît l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde. Selon les projections des Nations Unies, la population pourrait doubler d'ici 2050 (UN DESA, 2022). Cette dynamique entraîne une augmentation significative de la demande alimentaire, des surfaces irriguées, des besoins en eau potable urbaine, de la consommation énergétique. L'agriculture demeure le principal utilisateur d'eau, représentant plus de 70 % des prélèvements totaux dans la région (FAO AQUASTAT, 2023). La transition vers des systèmes agricoles plus intensifs et irrigués accroît la pression sur les bassins transfrontaliers, nécessitant une coordination accrue entre États riverains.

5.4 Variabilité climatique et incertitude hydrologique

Le changement climatique modifie les régimes pluviométriques et hydrologiques de manière significative. Les projections du GIEC (IPCC, 2022) indiquent : une augmentation de la fréquence des sécheresses dans les zones sahéliennes, une intensification des événements pluvieux extrêmes et une variabilité interannuelle accrue des débits fluviaux.

Cette incertitude hydrologique complique la planification des infrastructures multi-usages (barrages, irrigation, hydroélectricité). Elle renforce également la nécessité de systèmes régionaux de partage de données et de mécanismes coordonnés de gestion des crises hydriques. Les dynamiques actuelles confirment l'importance croissante du nexus eau-climat-sécurité -paix. La raréfaction relative des ressources hydriques agit comme multiplicateur de risques dans les zones vulnérables (Hoff, 2011 ; IPCC, 2022). Les impacts incluent l'exacerbation des conflits agro-pastoraux, la pression sur les moyens de subsistance ruraux, les migrations environnementales et la fragilisation des économies locales. Il convient toutefois de noter que l'eau n'est pas une cause unique de

conflit, mais un facteur amplificateur dans des contextes socio-économiques déjà fragiles (Zeitoun & Mirumachi, 2008).

5.5 Transformation des infrastructures hydrauliques

La région connaît une multiplication des projets hydroélectriques et d'irrigation transfrontaliers. Cette dynamique : renforce l'interdépendance énergétique, accroît la complexité des négociations interétatiques, nécessite des mécanismes de coordination technique plus robustes.

Selon la Banque mondiale (2021), la sécurité hydrique régionale dépend désormais fortement de la gestion coordonnée des infrastructures existantes et futures.

Tableau 8 : Dynamiques en cours

Dimension	Facteurs structurants actuels	Impacts sur la gouvernance transfrontalière	Implications stratégiques	Références
Démographie	Doublement projeté d'ici 2050	Augmentation des prélèvements hydriques	Pression accrue sur la coopération	UN DESA, 2022
Agriculture	Expansion irrigation (>70 % prélèvements)	Compétition sectorielle accrue	Nécessité d'efficience hydrique	FAO, 2023
Climat	Variabilité accrue des précipitations	Incertitude dans la planification	Besoin d'alerte précoce régionale	IPCC, 2022
Sécurité	Conflits agro-pastoraux locaux	Sensibilité politique accrue	Intégration nexus eau-sécurité	Hoff, 2011
Infrastructures	Multiplication des barrages	Complexification des négociations	Renforcement coordination OBT	World Bank, 2021

Les dynamiques en cours révèlent une transition vers une gouvernance hydrique plus complexe, marquée par une augmentation des incertitudes hydrologiques, une intensification des pressions, sectorielles, une montée en puissance du nexus eau-climat-sécurité et paix et enfin une interdépendance énergétique croissante. Ces évolutions exigent un renforcement qualitatif des mécanismes institutionnels régionaux. La gouvernance hydrique ouest-africaine entre dans une phase de complexité accrue, où la capacité d'adaptation institutionnelle déterminera la stabilité régionale future. Dans plusieurs régions d'Afrique de l'Ouest, notamment dans la bande sahélienne, les transformations des systèmes hydrologiques peuvent interagir avec des dynamiques socio-économiques complexes et contribuer à l'émergence de tensions liées à l'accès aux ressources naturelles.

Les conflits locaux entre agriculteurs et éleveurs sont souvent associés à la compétition pour l'accès aux ressources hydriques et aux terres agricoles. Les modifications des régimes climatiques peuvent perturber les systèmes traditionnels de gestion des ressources et entraîner des déplacements de populations ou des modifications des routes de transhumance. Il convient toutefois de souligner que les ressources hydriques ne constituent généralement pas la cause unique des conflits. Elles agissent plutôt comme des facteurs multiplicateurs de vulnérabilités, en interagissant avec des facteurs socio-économiques, politiques et institutionnels. Les zones caractérisées par une forte pression démographique, une gouvernance fragile et des ressources hydriques limitées présentent généralement une vulnérabilité accrue aux tensions liées à l'accès aux ressources naturelles.

6 DYNAMIQUES DE COOPERATION ET D'HYDRODIPLOMATIE EN AFRIQUE DE L'OUEST

6.1 L'eau au cœur des dynamiques climatiques et sécuritaires

En Afrique de l'Ouest, les interactions entre les ressources en eau, les dynamiques climatiques et les enjeux de sécurité constituent aujourd'hui un élément central des débats sur le développement durable et la stabilité régionale. Dans un contexte marqué par une croissance démographique rapide, une urbanisation accélérée et une intensification des pressions sur les ressources naturelles, l'eau apparaît à la fois comme une ressource stratégique pour le développement et comme un facteur potentiel de tensions lorsqu'elle devient rare ou difficilement accessible.

Le concept de nexus Eau-Climat-Sécurité-Paix offre un cadre analytique permettant de mieux comprendre ces interactions complexes et d'identifier des approches intégrées pour la gestion durable des ressources hydriques. Ce cadre souligne que les défis liés à l'eau ne peuvent être abordés isolément, mais doivent être analysés dans leurs relations avec les dynamiques climatiques, les transformations socio-économiques et les enjeux de gouvernance et de stabilité. Dans cette perspective, l'eau constitue à la fois un facteur de vulnérabilité et un levier potentiel de coopération et de paix.

6.2 Dynamiques de coopération autour des eaux transfrontalières

La coopération autour des eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest est un enjeu majeur de stabilité et de développement. Cette coopération s'articule autour de la création d'Organismes de Bassin Transfrontalier (OBT), l'hydro-diplomatie, la gestion conjointe d'infrastructures pour faire face à la rareté des ressources, au changement climatique et aux besoins de développement. Les organismes de bassin jouent un rôle majeur dans :

- Le gestion durable et coopération régionale : ils facilitent la coopération entre pays riverains pour la gestion des eaux partagées, essentielle pour prévenir les conflits.
- Sécurité alimentaire et énergétique : ils soutiennent les initiatives qui contribuent au développement l'irrigation, l'aquaculture et la production d'énergie hydroélectrique.
- Adaptation au changement climatique : Ils sont au cœur de la résilience des populations face à la variabilité climatique en promouvant des pratiques durables et la gestion intégrée des ressources en eau
- Protection des écosystèmes : Les OBT travaillent à la préservation de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques, qui soutiennent les économies locales et la sécurité alimentaire.
- Dialogue avec les acteurs locaux : ils reconnaissent l'importance d'inclure les communautés locales dans les processus de décision

Les principales OBT dans la région sont l'OMVS, l'ABN, l'ABM, l'ABV, l'OMVG et la CBLT.

L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), créée le 11 mars 1972, est largement reconnue comme un modèle de coopération interétatique réussi en Afrique de l'Ouest. Elle réunit la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal pour la gestion partagée des ressources du bassin du fleuve Sénégal. C'est la seule entité de gestion fluviale ayant mis en œuvre de façon systématique le principe d'un partage équitable entre Etats-membres de la propriété des ouvrages bâtis ainsi que des bénéfices qui en découlent.

A titre d'exemple, 60% de l'eau potable dakaroise provient d'aménagements de l'OMVS et ce ratio s'élève à 100% concernant les villes de Nouakchott (Mauritanie) et Saint Louis (Sénégal). Les aménagements de l'OMVS permettent la production de 800 GWH par an d'énergie propre et bon marché, et le potentiel de terres irrigables s'élève à 375 000 ha.

Aujourd'hui l'OMVS est une structure considérablement renforcée, et sa stabilité financière lui a permis de se concentrer sur des projets techniquement réalisables et soutenus politiquement par les Etats membres. Les objectifs régionaux de l'OMVS sont cohérents avec les objectifs nationaux des Etats membres en termes de développement durable et d'amélioration des conditions de vie des communautés. Ces objectifs incluent notamment la sécurité alimentaire, la réduction de la dépendance énergétique, la lutte contre la pauvreté, la libre circulation des biens et services et la protection de l'environnement. Il faut par ailleurs souligner que l'Organisation a toujours joué son rôle en dépit des différents troubles géopolitiques qu'a connus la sous-région.

L'OMVS est généralement citée dans le monde comme une réussite en matière de gestion des eaux partagées, transformant un risque de conflit en opportunité de développement intégré.

Sources : www.omvs.org; www.worldbank.org; Comair, 2018

Encadré 1 : L'OMVS, un exemple abouti d'organisme de bassin transfrontalier en Afrique de l'Ouest

Pérenniser la coopération sur l'eau en Afrique de l'Ouest, malgré un contexte de conflit, repose sur la transformation de la ressource en un outil de paix et de développement partagé. Dans une région marquée par le changement climatique et les tensions transfrontalières, l'eau doit être gérée de manière intégrée, technique et diplomatique pour prévenir les conflits et favoriser la stabilité

6.3 Hydro-diplomatie, levier de la coopération et de la prévention des tensions hydro-politiques

L'hydro-diplomatie constitue un instrument stratégique pour prévenir les tensions liées aux ressources hydriques et promouvoir une gouvernance concertée des bassins transfrontaliers. Elle repose sur plusieurs mécanismes institutionnels et politiques : les accords de coopération entre États riverains, les organisations de gestion des bassins transfrontaliers, les mécanismes de partage des données hydrologiques et les cadres de concertation régionale. L'hydro-diplomatie est cruciale en Afrique de l'Ouest pour garantir la stabilité, le développement durable et la paix face aux défis climatiques.

Bien qu'aucune « guerre de l'eau » n'ait éclaté, la rareté, les usages agricoles/pastoraux et le changement climatique alimentent des conflits locaux et transfrontaliers liés aux ressources en eau.

Pérenniser l'hydro-diplomatie en Afrique de l'Ouest, essentielle pour la paix et le développement dans une région riche en bassins transfrontaliers, repose sur le renforcement des mécanismes de coopération existants, la formation, et l'intégration des enjeux climatiques. Cela passe nécessaire par des actions majeures, notamment :

- Renforcement des OBT : Valoriser et pérenniser des modèles réussis comme l'OMVS, qui favorisent la gestion conjointe plutôt que la simple répartition des eaux.
- Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs clés : Développer des programmes de formation en hydro-diplomatie pour les diplomates, ingénieurs et décideurs politiques, afin de mieux gérer la complexité des eaux transfrontalières.
- Intégration de la donnée et le changement climatique : Créer des réseaux d'échange de données hydrologiques en temps réel entre les pays et entre les OBT pour instaurer la confiance et planifier une utilisation durable.
- Promouvoir des approche Holistique et Durable : L'hydro-diplomatie doit par exemple lier la gestion de l'eau à la production énergétique et à la sécurité alimentaire pour une gestion durable.

En somme, il est nécessaire de passer d'une gestion réactive des crises à une diplomatie préventive, soutenue par des institutions fortes et une expertise locale accrue. L'hydro-diplomatie permet de transformer une ressource potentiellement conflictuelle en un levier de rapprochement et à promouvoir des solutions coopératives fondées sur le dialogue et le partage des bénéfices. Dans ce contexte, les institutions régionales telles que la CEDEAO jouent un rôle essentiel dans la coordination des politiques régionales liées à l'eau, au climat et à la sécurité.

7 VISION STRATEGIQUE 2050 POUR L'HYDRO-DIPLOMATIE ET LA SECURITE HYDRIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

7.1 Hydro-diplomatie, vecteur de la coopération régionale en Afrique de l'Ouest

Considérer l'hydro-diplomatie comme vecteur de la coopération régionale en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2050, fait ainsi de l'eau un outil de rapprochement entre les pays riverains, passant d'une logique hégémonique à une culture de dialogue et de partage équitable. La mise en œuvre de l'hydro-diplomatie à différents niveaux contribuera à :

- Réduire les tensions au niveau des bassins versants, en faisant de l'eau non pas une source de conflit, mais un catalyseur de paix ;
- Sécuriser la ressource en eau et l'alimentation pour les générations présentes et futures dans le respect des principes de la GIRE et du développement durable ;
- Stimuler et maintenir une dynamique de coopération pour un développement durable régional en intégrant les différents facteurs interdépendants du développement économique, social et environnemental des pays.

7.2 Tendances structurantes à l'horizon 2050

7.2.1 Croissance démographique et urbanisation

La région connaît l'une des croissances démographiques les plus rapides au monde. Cette dynamique s'accompagne d'une urbanisation accélérée, qui entraîne une augmentation significative de la demande en eau potable et en services d'assainissement. Les grandes agglomérations urbaines devront faire face à des défis importants en matière d'approvisionnement en eau, notamment en raison de la pression croissante sur les ressources hydriques et de la dégradation de la qualité de l'eau dans certains bassins.

7.2.2 Intensification de la demande agricole

L'agriculture demeure le principal utilisateur d'eau dans la région, représentant souvent plus de **70 % des prélèvements hydriques**. L'expansion de l'agriculture irriguée constitue une stratégie essentielle pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance aux importations alimentaires. Toutefois, l'augmentation des superficies irriguées nécessitera une planification rigoureuse afin d'éviter une surexploitation des ressources hydriques.

7.2.3 Variabilité climatique accrue

Les projections climatiques indiquent une augmentation de la variabilité des précipitations et une intensification des événements climatiques extrêmes. Ces changements affecteront la disponibilité des ressources hydriques et la fiabilité des infrastructures hydrauliques existantes. Les stratégies de gestion de l'eau devront donc intégrer des mécanismes d'adaptation climatique afin de renforcer la résilience des systèmes hydrologiques.

7.3 Solutions à la gouvernance hydrique : Une gouvernance adaptative fondée sur la science

7.3.1 Intégrer l'incertitude comme variable centrale

A l'horizon 2050, la planification hydrologique devra être conçue non plus sur la base de scénarios fixes, mais selon des approches dynamiques intégrant des modèles climatiques, régionaux actualisés, des systèmes d'alerte multirisques et des protocoles de gestion flexible des infrastructures. La coopération scientifique régionale deviendra un pilier de la diplomatie hydrique. Les organisations de bassins devront se transformer en plateformes de production et de partage de connaissances stratégiques.

7.3.2 Diplomatie des données et transparence régionale

La confiance interétatique dépendra de la qualité et de la transparence des données hydrologiques. À long terme, la mise en place d'un Système Régional Intégré d'Information Hydrique interopérable permettra la synchronisation des décisions relatives aux barrages, la gestion concertée des sécheresses et la planification régionale des investissements. La donnée deviendra un instrument diplomatique à part entière.

7.3.3 Renforcer le rôle stratégique des organisations de bassins

À l'horizon 2050, les organisations de bassins devront évoluer pour devenir des instances techniques de coordination et des plateformes stratégiques d'intégration régionale. Cela implique un mandat politique renforcé, une autonomie financière accrue et des mécanismes décisionnels clairs et efficaces. L'hydro-diplomatie devra être portée au plus haut niveau politique.

7.3.4 Harmonisation juridique et cohérence régionale

La consolidation d'un espace juridique hydrique régional cohérent permettra de réduire les asymétries normatives. Une convergence progressive des législations nationales renforcera la prévisibilité des investissements et la stabilité diplomatique.

7.4 Scénarios prospectifs pour la sécurité hydrique régionale en Afrique de l'Ouest

Trois scénarios principaux peuvent être envisagés pour l'évolution de la sécurité hydrique en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2050.

7.4.1 Scénario 1 : Coopération renforcée dans la GIRE

Dans ce scénario, les États de la région renforcent leurs mécanismes de coopération hydrique et consolident les institutions de gestion des bassins transfrontaliers. Les investissements dans les infrastructures hydrauliques, les systèmes d'information hydrologique et les technologies d'irrigation permettent d'améliorer l'efficacité de la

gestion de l'eau. Les bassins fluviaux deviennent des espaces de coopération économique et d'intégration régionale, contribuant à la stabilité politique et à la sécurité alimentaire.

7.4.2 Scénario 2 : Gestion fragmentée et pressions accrues

Dans ce scénario intermédiaire, les politiques de gestion de l'eau restent largement dominées par des approches nationales fragmentées. Les mécanismes de coopération régionale existent mais demeurent limités par des contraintes institutionnelles et financières. La pression croissante sur les ressources hydriques entraîne des tensions locales dans certaines régions, notamment dans les zones sahéliennes.

7.4.3 Scénario 3 : Crises hydriques et instabilité

Dans le scénario le plus pessimiste, l'intensification des effets du changement climatique et l'absence de coopération régionale efficace conduisent à une dégradation significative des ressources hydriques. Les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles se multiplient dans certaines régions, accentuant les vulnérabilités socio-économiques.

Tableau 10 : Comparaison des scénarios hydriques

Dimension	Scénario coopération	Scénario intermédiaire	Scénario crise
Gouvernance	Coopération forte	Coordination limitée	Fragmentation
Infrastructures	Développement régional	Projets nationaux	Sous-investissement
Ressources hydriques	Gestion durable	Pression croissante	Stress hydrique
Sécurité	Stabilisation régionale	Tensions localisées	Instabilité

8 HYDRO-DIPLOMATIE AFRO-CENTREE (HDAC)

Dans le contexte africain, la diplomatie de l'eau ne peut être efficacement conceptualisée ni mise en œuvre à travers une simple transposition de modèles institutionnels développés dans d'autres régions du monde. Les dynamiques hydrologiques, socio-écologiques et politiques du continent exigent le développement d'un cadre conceptuel et opérationnel spécifique, capable d'intégrer les réalités historiques, culturelles et institutionnelles propres aux sociétés africaines. C'est dans cette perspective qu'émerge le concept d'Hydro-Diplomatie (HDAC), qui propose une approche contextualisée de la gouvernance transfrontalière des ressources hydriques en Afrique.

L'Hydro-Diplomatie Afro-centrée repose sur l'idée que les bassins fluviaux africains doivent être considérés non seulement comme des systèmes hydrologiques partagés, mais également comme des espaces socio-écologiques complexes où interagissent des dynamiques économiques, environnementales et culturelles profondément enracinées dans les territoires. Contrairement aux approches strictement technocratiques centrées sur la répartition volumétrique de l'eau, l'ACHD privilégie une vision plus holistique de la coopération hydrique fondée sur la gestion intégrée des bénéfices, la solidarité régionale et la co-construction des solutions de gouvernance. Dans ce cadre, quatre principes fondamentaux structurent l'approche afro-centrée de l'hydro-diplomatie.

1. Le premier principe est celui de la solidarité hydrique régionale, qui reconnaît l'interdépendance structurelle des États partageant les grands bassins fluviaux africains.
2. Le deuxième principe concerne l'intégration des communautés locales dans les processus de gouvernance hydrique.
3. Le troisième principe repose sur la valorisation des savoirs traditionnels et des pratiques locales de gestion de l'eau

Enfin, l'HDAC accorde une importance centrale au renforcement de la diplomatie scientifique et de la coopération technique régionale. La production de connaissances hydrologiques partagées, le développement de systèmes régionaux d'information hydrologique et la création de plateformes de dialogue entre chercheurs, décideurs et institutions de bassin constituent des instruments essentiels pour prévenir les tensions hydro-politiques et promouvoir des solutions fondées sur l'évidence scientifique. Dans cette perspective, l'Hydro-Diplomatie Afro-centrée contribue à transformer les bassins transfrontaliers africains en espaces stratégiques de coopération, d'intégration régionale et de construction de la paix. En articulant les dimensions scientifiques, institutionnelles et sociétales de la gouvernance de l'eau, cette approche offre un cadre conceptuel particulièrement pertinent pour répondre aux défis hydro-politiques contemporains du continent.

9 FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE POUR L'HYDRO-DIPLOMATIE AFRO-CENTREE

Afin de promouvoir le scénario de coopération renforcée, plusieurs axes stratégiques peuvent être identifiés.

Renforcement des institutions de bassin : Les organisations de bassin doivent être dotées de capacités techniques et financières suffisantes pour assurer la coordination des politiques hydriques et la gestion des infrastructures régionales.

Développement des infrastructures hydrauliques régionales : Les investissements dans les barrages, les systèmes d'irrigation et les infrastructures d'approvisionnement en eau constituent un levier essentiel pour renforcer la sécurité hydrique.

Systèmes régionaux d'information hydrologique : La mise en place de systèmes régionaux d'observation hydrologique et climatique permettra d'améliorer la planification des ressources en eau et d'anticiper les risques hydrologiques.

Promotion de l'hydro-diplomatie : Les mécanismes de dialogue politique entre les États doivent être renforcés afin de prévenir les tensions liées à l'accès aux ressources hydriques et de promouvoir une gestion concertée des bassins transfrontaliers. Dans ce domaine, la CEDEAO peut jouer un rôle clé en facilitant la coordination régionale et en soutenant les initiatives de coopération hydrique.

10 RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES POUR LA GOUVERNANCE DE L'EAU

Gouvernance et institutions

1. Renforcer le rôle stratégique des institutions régionales dans la coordination des politiques hydriques : Les institutions régionales doivent disposer de mandats clairs et de ressources suffisantes pour assurer l'harmonisation des politiques nationales et faciliter la coopération entre les États membres.

2. Consolider les capacités techniques et financières des organisations de bassin : Les organisations de bassin doivent être renforcées afin de jouer pleinement leur rôle dans la gestion des ressources hydriques transfrontalières.

3. Promouvoir une gouvernance multiniveau de l'eau ; Les mécanismes de gouvernance hydrique doivent intégrer de manière effective les acteurs locaux, nationaux et régionaux afin d'assurer une gestion inclusive et durable des ressources hydriques.

Gestion durable des ressources hydriques

4. Développer des stratégies régionales de gestion intégrée des ressources en eau : Les politiques hydriques doivent être alignées sur les principes de la gestion intégrée des ressources en eau afin d'assurer une utilisation durable des ressources hydriques.

5. Renforcer la protection des bassins versants et des écosystèmes aquatiques : La préservation des écosystèmes hydriques constitue un élément essentiel pour garantir la durabilité des ressources en eau.

6. Promouvoir l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture : L'amélioration de l'efficacité des systèmes d'irrigation permettra de réduire la pression sur les ressources hydriques.

Adaptation climatique

7. Intégrer systématiquement les projections climatiques dans la planification hydrique : Les stratégies de développement hydraulique doivent être adaptées aux nouvelles conditions climatiques.

8. Développer des infrastructures hydrauliques résilientes au climat : Les investissements dans les infrastructures hydrauliques doivent tenir compte des risques liés aux sécheresses et aux inondations.

9. Renforcer les systèmes régionaux d'observation hydrologique et climatique : La collecte et le partage des données hydrologiques sont essentiels pour améliorer la gestion des ressources hydriques.

Hydro-diplomatie et coopération régionale

10. Promouvoir l'hydro-diplomatie comme instrument de coopération régionale : Les mécanismes de dialogue politique entre les États doivent être renforcés afin de prévenir les tensions liées à l'accès aux ressources hydriques.

11. Développer des cadres régionaux de partage des bénéfices : Les projets hydrauliques transfrontaliers doivent être conçus de manière à maximiser les bénéfices économiques et sociaux pour l'ensemble des États riverains.

12. Renforcer la coopération scientifique et technique dans le domaine de l'eau : La recherche et l'innovation jouent un rôle clé dans l'amélioration de la gestion des ressources hydriques.

Financement et investissements

13. Mobiliser des financements innovants pour le secteur de l'eau : Les mécanismes de financement doivent combiner ressources publiques, financements internationaux et partenariats public-privé.

14. Intégrer les financements climatiques dans les stratégies hydriques : Les fonds climatiques peuvent soutenir les projets d'adaptation liés à la gestion des ressources hydriques.

15. Développer des programmes régionaux d'investissement dans l'eau : Des investissements coordonnés à l'échelle régionale permettront de renforcer la sécurité hydrique et de soutenir le développement économique.

11 INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES POUR LA SECURITE HYDRIQUE

Plusieurs domaines d'investissement apparaissent prioritaires pour renforcer la résilience hydrique de la région : infrastructures hydroélectriques et barrages multifonctionnels, systèmes d'irrigation modernes et économes en eau, infrastructures d'eau potable et d'assainissement urbain, systèmes régionaux de surveillance hydrologique et climatique, programmes de restauration des écosystèmes aquatiques.

Ces investissements permettront non seulement d'améliorer la gestion des ressources hydriques, mais également de soutenir la croissance économique et la stabilité régionale.

À l'horizon 2050, la capacité de l'Afrique de l'Ouest à transformer ses ressources hydriques en vecteur de développement dépendra largement de la solidité de ses mécanismes de coopération régionale. Le renforcement de l'hydro-diplomatie, l'intégration des politiques climatiques et la consolidation des institutions de bassin constituent des leviers essentiels pour construire une gouvernance hydrique résiliente. Dans cette perspective, l'eau peut devenir un instrument stratégique d'intégration régionale, contribuant à la sécurité alimentaire, à la stabilité politique et à la construction d'une paix durable en Afrique de l'Ouest.

11.1 Mécanismes de financement de la sécurité hydrique

La réalisation des objectifs de sécurité hydrique en Afrique de l'Ouest nécessite des investissements considérables dans les infrastructures hydrauliques, les systèmes d'information hydrologique et les programmes de gestion durable des ressources en eau. Les besoins d'investissement dans le secteur de l'eau à l'échelle régionale sont estimés à plusieurs dizaines de milliards de dollars au cours des prochaines décennies. Plusieurs sources de financement peuvent être mobilisées pour soutenir ces investissements.

11.1.1 Financements publics nationaux

Les budgets publics nationaux constituent la principale source de financement des infrastructures hydrauliques dans de nombreux pays de la région. Toutefois, les contraintes budgétaires limitent souvent la capacité des États à financer des projets d'envergure.

11.1.2 Financements des institutions financières internationales

Plusieurs institutions financières internationales jouent un rôle majeur dans le financement des projets hydrauliques en Afrique de l'Ouest, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, les banques régionales de développement et les fonds climatiques internationaux.

Ces institutions soutiennent notamment le développement des infrastructures hydrauliques et les programmes d'adaptation au changement climatique.

11.1.3 Financements climatiques

Les fonds climatiques internationaux représentent une source de financement croissante pour les projets liés à l'eau, notamment dans le cadre des stratégies d'adaptation au changement climatique. Les principaux mécanismes de financement incluent le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation et les mécanismes de financement liés à l'Accord de Paris. Ces instruments peuvent contribuer à financer des projets d'infrastructures hydrauliques résilientes au climat.

11.1.4 Partenariats public-privé

Les partenariats public-privé peuvent également jouer un rôle important dans le financement des infrastructures hydrauliques, notamment dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement urbain. Ces mécanismes permettent de mobiliser des investissements privés tout en renforçant l'efficacité de la gestion des services hydriques.

Tableau 11 : Stratégies des priorités d'investissement

Domaine	Objectif stratégique	Impact attendu
Infrastructures hydrauliques	Barrages et systèmes d'irrigation	Sécurité alimentaire
Eau potable et assainissement	Accès universel à l'eau	Santé publique
Systèmes d'information hydrologique	Surveillance et prévision	Gestion des risques
Restauration des écosystèmes	Protection des bassins	Résilience climatique
Coopération régionale	Gestion des bassins transfrontaliers	Stabilité et paix

12 CONCLUSION

L'analyse développée dans ce rapport met en évidence la complexité des interactions entre les dynamiques hydrologiques, les transformations climatiques et les évolutions socio-économiques. Le cadre analytique du nexus Eau-Climat-Sécurité-Paix apparaît dans ce contexte comme un outil essentiel pour comprendre les interdépendances qui structurent les dynamiques de développement et de gouvernance en Afrique de l'Ouest. Il souligne la nécessité d'adopter des approches intégrées capables d'articuler les politiques de gestion de l'eau, les stratégies d'adaptation climatique, les politiques agricoles et les mécanismes de coopération régionale.

L'un des enseignements fondamentaux de cette analyse est que les ressources hydriques peuvent constituer à la fois un facteur de vulnérabilité et un puissant levier de coopération. Dans certaines zones caractérisées par une pression démographique élevée et par des ressources hydriques limitées, la compétition pour l'accès à l'eau peut accentuer les tensions locales et fragiliser les systèmes socio-économiques. Toutefois, lorsque des mécanismes de gouvernance efficaces et des cadres institutionnels robustes sont mis en place, les ressources hydriques peuvent également devenir un vecteur majeur d'intégration régionale et de développement partagé. Les expériences de coopération observées dans plusieurs bassins fluviaux de la région démontrent que les organisations de bassin constituent des instruments essentiels de gouvernance transfrontalière. En facilitant le dialogue politique entre les États riverains, en coordonnant les politiques hydriques et en promouvant le principe du partage des bénéfices, ces institutions contribuent à transformer les bassins fluviaux en véritables plateformes de coopération régionale.

Cependant, les défis restent considérables. Le renforcement des capacités institutionnelles et financières des organisations de bassin, l'amélioration des systèmes régionaux d'information hydrologique et l'augmentation significative des investissements dans les infrastructures hydrauliques constituent des priorités stratégiques pour répondre à la demande croissante en eau et pour renforcer la résilience des systèmes hydriques face aux impacts du changement climatique. Dans ce contexte, le développement d'une hydro-diplomatie afro-centrée apparaît comme un levier stratégique pour consolider la coopération hydrique régionale. Fondée sur les principes de solidarité régionale, de participation des communautés locales et de partage équitable des bénéfices, cette approche offre un cadre particulièrement pertinent pour prévenir les tensions liées aux ressources hydriques et promouvoir des solutions coopératives durables.

Les institutions régionales sont appelées à jouer un rôle déterminant dans ce processus. En particulier, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) doit renforcer sa fonction de coordination stratégique afin de soutenir l'harmonisation des politiques hydriques, de mobiliser les investissements nécessaires et de promouvoir une véritable diplomatie régionale de l'eau.

À l'horizon 2050, la capacité de l'Afrique de l'Ouest à transformer ses ressources hydriques en moteur de développement durable dépendra largement de la solidité de ses institutions, de la qualité de sa coopération régionale et de sa capacité à anticiper les transformations climatiques et démographiques. Dans cette perspective, l'eau ne doit plus être considérée uniquement comme une ressource naturelle à exploiter, mais comme un vecteur stratégique d'intégration régionale, de résilience collective et de paix durable. En renforçant la coopération régionale, en consolidant les institutions de gouvernance hydrique et en mobilisant les investissements nécessaires, les États ouest-africains ont l'opportunité de transformer les bassins fluviaux transfrontaliers en véritables espaces de prospérité partagée et de stabilité politique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- African Development Bank (2022). African Water Development Outlook
- African Union – Agenda 2063.
- Comair F. G. (2018). Hydro-diplomatie et Nexus Eau-Energie-Alimentation. Editions Johanet.
- Economic Community of West African States (2019). Regional Water Resources Policy
- FAO. (2023). AQUASTAT – Water Resources in Africa.
- FAO (2022). Water Governance in Africa
- Global Water Partnership (2020). Integrated Water Resources Management in West Africa.
- Grey, D. & Sadoff, C. (2007). Sink or swim? Water Security for Growth and Development. Water Policy.
- Gleick, P. (2018). The World's Water: The Biennial Report on Freshwater Resources
- Hoff, H. (2011). Understanding the Nexus. Stockholm Environment Institute.
- IPCC. (2022). Sixth Assessment Report.
- Niger Basin Authority. 2020. Niger Basin Water Charter
- OECD. (2015). OECD Principles on Water Governance.
- Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal. 2021. Integrated Development of the Senegal River Basin
- Sadoff, C., & Grey, D. (2002). Beyond the River: The Benefits of Cooperation on International Rivers. World Bank.
- UN DESA. (2022). World Population Prospects
- Organization (2024). World Water Development Report.
- United Nations Framework Convention on Climate Change – Accord de Paris
- United Nations – Objectifs de développement durable (ODD 6 : Eau propre et assainissement).
- United Nations (2023). World Water Development ReportUnited Nations Educational, Scientific and Cultural
- World Bank. (2021). Climate Change and Water Security in Africa.
- Wolf, A. T., et al. (2003). International River Basins of the World.
- Wolf A. (2007). Shared Waters: Conflict and Cooperation
- Zeitoun, M., & Mirumachi, N. (2008). Transboundary water interaction. Water International.

ANNEXES

Annexe 1 : Composition et fonctionnement GTR 4

Chef de file	UICN et PED
Organismes de bassins transfrontaliers	ABM, ABN, ABV, CBLT, OMVS, OMVG
Institutions de coopération	MRU, UEMOA
Organisations internationales	UNOWAS, UNECE, UNICEF, OSS, GWP-WA
Réseaux d'acteurs / ONG	PSEau, GRDR, POSCEAS, PNJE-Togo
Institution universitaire	Université Cheikh Anta Diop de Dakar

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
PED : Pole Eau Dakar
POSCEAS : Plateforme des Organisations de la Société Civile sur l'Eau et l'Assainissement au Sénégal
PSEau : Programme de la Solidarité Eau - Sénégal (Réseau d'acteurs)
GRDR : Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rural (ONG sur Migration, Citoyenneté et Solidarité)
PNJE-Togo : Parlement National des Jeunes sur l'Eau du Togo
UNOWAS: United Nations Office for West Africa and the Sahel

Réunions GTR4

Réunion de cadrage : 03/02/2026

Réunions de revue et de consolidation du rapport : 20/02/26, 12/03/26 et 17/04/26

Annexe 2 : Proposition de panel de discussion

Titre de la session	Hydro-diplomatie, vecteur de la coopération régionale et de la gestion des eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest
Brève description	L'Afrique de l'Ouest compte 28 bassins fluviaux transfrontaliers, qui couvrent près de 71 % de la superficie régionale. La présence des OBT tels que l'OMVS, l'OMVG, l'ABN, l'ABV, la CBLT et l'ABM illustrent la volonté d'un certain nombre d'acteurs clés de construire des cadres de dialogue, de planification commune et de partage des bénéfices. La gouvernance des eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest demeure fragilisée par une gestion souvent unilatérale, des données limitées, et des capacités institutionnelles insuffisantes. La coopération peine face aux velléités de souveraineté nationale, au sous-investissement et aux variabilités climatiques. A cela s'ajoute les conflits en hausse, exacerbés par le changement climatique, la pression démographique et une mauvaise gouvernance. Dans ce contexte, l'hydro-diplomatie peut jouer un rôle crucial, notamment en transformant la gestion des eaux transfrontalières en un levier de coopération garantissant stabilité et sécurité hydrique, l'intégration régional et le développement des pays. L'eau devient ainsi un outil de rapprochement entre pays riverains, passant d'une logique hégémonique à une culture de dialogue et de partage équitable
Objectif de la session	Explorer le rôle de l'hydro-diplomatie comme levier de la coopération et la gestion durable des eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest. La session réunira des praticiens, des décideurs et des chercheurs
Résultats attendus	• Discuter et partager des expériences sur les défis liés à la coopération et la gouvernance des eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest • Explorer les approches de solutions pour faire de l'hydro-diplomatie vecteur de la coopération régionale et de la GIRE-transfrontalière
Intervenant (à confirmer)	02 OBT : OMVS/Mekong River Commission 01 Chercheur 01 OI : RAOB/RIOB 01 Expert du PED 01 Usager de l'eau : Rivérain de fleuve transfrontalier en Côte d'Ivoire Modération : UICN
Durée de la session	1h30